

L'intelligence de l'enfant

L'empreinte du social

Coordonné par Marie DURU-BELLAT et Martine FOURNIER

Editions Sciences Humaines. Auxerre 2007

Présenté par **François FAUCHEUX**, ancien directeur du CREAL de Bourgogne

Ce livre constitue une synthèse concernant l'influence du social dans le développement de l'intelligence. Il s'agit d'une question d'actualité, tant l'intelligence est requise pour expliquer la réussite scolaire et sociale ; et beaucoup de parents ont une demande de mesure de l'intelligence de leurs enfants quasi fétichiste. Cet ouvrage fait suite à « *L'intelligence de l'enfant. Le regard des psychologues* », qui donnait la parole à la psychologie cognitive.

Marie DURU-BELLAT est sociologue, et après avoir été professeur en sciences de l'éducation à l'université de Bourgogne et chercheuse à l'IREDU-CNRS, elle enseigne maintenant à Sciences Politiques à Paris. Martine FOURNIER est rédactrice au magazine Sciences Humaines, et dirige la collection « *Les dossiers de l'éducation* ».

L'objectif général de Marie DURU-BELLAT est de *dénaturaliser* l'intelligence : le développement de l'intelligence n'est pas le résultat d'un don ou d'un mérite personnel qui serait inné ou génétique ; c'est une construction dans laquelle de multiples facteurs interviennent, notamment l'environnement social.

Une première partie fait une analyse très critique de la mesure de l'intelligence, et du quotient intellectuel. Il s'agit là d'une invention et d'une pratique qui ont traversé tout le 20^{ème} siècle. Les rappels historiques sont utiles et intéressants : le test de BINET et SIMON permet vers 1905 d'expliquer et de prévoir que certains enfants ne pourront pas suivre l'école obligatoire nouvellement instaurée par la loi de Jules FERRY en 1882. On parle alors d'âge mental ; par la suite, on établit un quotient intellectuel, qui est le rapport entre l'âge mental et l'âge réel. Ensuite, avec l'influence des Américains, on passe à une définition statistique : 50 % de la population a, par définition, entre 90 et 110 de QI. L'une des critiques classiques concerne le contenu des tests : beaucoup de questions se rapportent plus aux codes des milieux favorisés qu'à ceux des classes populaires. Et certains rêvent d'une mesure de l'intelligence qui exclurait ce parasitage. Jacques LAUTREY, auteur en 1980 de « *Classe sociale, milieu familial, intelligence* », fait le point avec un titre-programme : *Pour l'abandon du QI : les raisons du succès d'un concept dépassé*.

Un rapide détour par la génétique permet de relativiser certaines représentations que cette science a pu faire naître. Pierre ROUBERTOUX, auteur par ailleurs de « *Existe-t-il des gènes du comportement ?* » (Odile JACOB 2004) rappelle que la causalité génétique n'entraîne pas le déterminisme : chaque gène intervient dans de multiples fonctions. L'intelligence n'est donc pas contenue dans un gène. Par ailleurs, la plasticité cérébrale est elle-même soumise à de nombreux facteurs autres que génétiques.

Si l'intelligence n'est pas le seul fruit des gènes, c'est qu'elle se construit par interactions sociales ; PIAGET, les psychologues cognitivistes ou les psychologues sociaux l'ont montré ; mais c'est là qu'interviennent principalement les analyses des sociologues, et la troisième partie *Environnement et performances cognitives* est celle qui correspond le plus au sous-titre du livre. Et on retrouve là Pierre BOURDIEU (*Les héritiers, 1964 ; La reproduction, 1970*) et la théorie de la reproduction : la réussite scolaire est avant tout un héritage social et non pas le résultat d'un mérite personnel ou d'un don. La théorie du handicap socioculturel, développée dans les années 70 à partir des travaux de Basil BERNSTEIN (*Langage et classes sociales. Codes sociolinguistiques et contrôle social, 1971*) est présentée ; cette théorie a ensuite été nuancée ou rejetée. Comme pour dépasser cette problématique, Marie DURU-BELLAT pense qu'il faudrait développer des études sur l'articulation entre les façons de parler et le développement des instruments cognitifs des enfants. Dans ce sens, la sociologie peut participer à l'explication du développement cognitif : il s'agit alors d'une sociologie du développement cognitif.

Une quatrième partie donne quelques exemples – relativement connus – de l'influence des facteurs sociaux sur les manifestations de l'intelligence. A l'école, la propre opinion des élèves ou étudiants, et celle de l'environnement influent sur les résultats ; cela rejoint *l'effet Pygmalion*, décrit par ROSENTHAL et JACOBSON en 1968. Des interventions dès l'école maternelle permettent de réduire les difficultés des enfants défavorisés. De même, l'éducation familiale et les attitudes parentales influent sur le développement de l'intelligence. Un autre chapitre de Martine FOURNIER rappelle que le sexe et l'intelligence sont l'objet de débats récurrents ; mais ici, comme souvent, l'idéologie l'emporte sur la science.

Un dernier chapitre, écrit par Marie DURU-BELLAT et François DUBET, tient lieu de véritable conclusion. Ils rappellent que le principe d'accorder les places ou positions sociales en fonction des mérites ou des capacités de chacun a constitué un progrès de société par rapport au système aristocratique, aux castes ou à la fortune qui déterminaient auparavant les hiérarchies sociales grâce à la transmission d'héritages sous différentes formes. Une école qui construirait une compétition méritocratique équitable serait donc plus juste. Mais on l'a vu, l'intelligence et la réussite scolaire reflètent plutôt l'origine sociale que des dons individuels purs. Les deux sociologues font intervenir à ce niveau la philosophie de la justice de John RAWLS (*Théorie de la justice, Seuil 1987*). Quelle que soit l'origine des inégalités, naturelles ou sociales, il importe d'introduire des mécanismes régulateurs. On rejoint là la question de la discrimination positive, où il s'agit de faire plus pour ceux qui ont moins. (Mais nos auteurs ne se lancent pas ici dans ce débat).

Dès lors, l'intelligence et sa mesure, après avoir été des domaines pour les psychologues, puis les sociologues, deviennent « des objets politiques durs mettant à l'épreuve les principes de justice généralement partagés en les confrontant avec des faits rétifs à ces principes, dès lors qu'on les renvoie à la nature ». Un sous-titre pourrait-être ajouté au livre : *L'intelligence de l'enfant. L'empreinte du social. Un enjeu politique*. C'est bien en effet sur une dimension politique que le livre se termine, car l'usage social qui est fait du concept d'intelligence dépasse de beaucoup les recherches de psychologie ou de sociologie.

Après ces deux ouvrages des Editions Sciences Humaines sur « *L'intelligence de l'enfant* », l'un qui présentait les acquis de la psychologie cognitive, et l'autre les facteurs sociaux de son développement, il me semble qu'il serait intéressant qu'un troisième volume donne la parole à des psychologues cliniciens et des psychanalystes, pour aborder les modalités du développement affectif, et des investissements inconscients, et leurs incidences sur l'intelligence. On peut même regretter que cette dimension ne soit pratiquement jamais évoquée pour comprendre des différences entre enfants, que ni la psychologie cognitive, ni la sociologie ne peuvent expliquer.